

8217
CONFERENCE MINISTERIELLE AFRICAINE
SUR LE COMMERCE, LE DEVELOPPEMENT
ET LES PROBLEMES MONETAIRES

AFRICAN MINISTERIAL CONFERENCE
ON TRADE, DEVELOPMENT AND
MONETARY PROBLEMS

ADB/OAU/ECA/CONFMIN/SC/WP/11

Abidjan, 9 - 13 mai 1973

Abidjan, 9 - 13 May 1973

PROGRAMME DE COOPERATION ECONOMIQUE DE LA
COMMISSION ECONOMIQUE DE L'ASIE ET DE
L'EXTREME ORIENT

par S.Y. LEE

Rapport présenté à la réunion du
groupe des experts chargé des études
préparatoires

Abidjan, 26 - 28 février 1973

LES OPINIONS EXPRIMEES DANS CE DOCUMENT NE REPRESENTENT PAS CELLES
DES INSTITUTIONS CHARGEES DE L'ORGANISATION DE LA CONFERENCE

PROJETS DE COOPERATION MONETAIRE DE LA CEAO

1. GENERALITES

Après la première Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie tenue en 1964, la CEAO s'est efforcée de mettre en oeuvre simultanément deux de ses projets à savoir :

- a) le projet de libéralisation et d'expansion des échanges et
- b) les projets de coopération monétaire à savoir
 - (i) la Banque asiatique de réserve et (ii) l'Union asiatique de compensation.

Le projet monétaire ayant été considéré comme un aspect financier du développement des échanges, un colloque sur les aspects financiers du développement des échanges commerciaux a été organisé en 1967, colloque au cours duquel a été proposée l'institution d'une "Union de simple compensation" et "d'accords de règlements et de réserve"^{1/}.

Lors de ce colloque, le Professeur Robert Triffin et M. J.R. Gunn, après avoir présenté deux rapports, ont donné des directives et des conseils^{2/}. En outre, certains

^{1/} Consulter le rapport et les recommandations du colloque sur les aspects financiers du développement des échanges commerciaux et de la coopération économique régionale, série n° 6 page 3-13 (du texte anglais)

^{2/} Professeur R. Triffin "Payments Arrangements within the ECAFE Region" (TRADE/TE/9) (accords de règlements dans la région de la CEAO) et J.R. Gunn "Alternative Payments Arrangements for the ECAFE Regions" (autres modalités possibles pour la région de la CEAO) (TRADE/TE/1).

économistes ^{1/} ont approfondi ce projet d'union et étudié les besoins d'analyses statiques.

En mars 1970, s'est tenue à Bruxelles, une réunion d'experts, réunion à laquelle ont pris part notamment le Professeur Triffin, le Professeur Pierre Uri, George Sol et Prok Amranand (désignée sous le nom de consultation de Bruxelles) pour étudier la stratégie à adopter pour présenter les projets sur les échanges commerciaux et les questions monétaires aux pays membres de la CEAE0 en vue de leur mise en oeuvre. Un rapport important intitulé "Considerations and Proposals for Trade and Monetary Co-operation in the ECAFE Region" (reflexions et propositions pour une coopération commerciale et monétaire dans la région des pays membres de la CEAE0 a été adressé le 13 juillet 1970, à tous les pays membres à tous les pays membres pour examen. Ce document constitue le cadre général des deux projets. Des missions techniques de haut niveau dirigées par le Professeur Triffin pour ce qui est des projets monétaires et par le Professeur Uri pour le projet sur les échanges commerciaux se sont rendues dans nombre de pays membres de la CEAE0 aux mois d'août et de septembre 1970, afin d'en exposer les détails. Puis, au mois de novembre 1970, s'est tenue la conférence des représentants gouvernementaux et des Banques centrales et ensuite, la conférence du Conseil des ministres sur la coopération économique en Asie, conférence tenue à Kabul en Afganistan au mois de décembre 1970.

Conformément à la déclaration de Kabul, la première réunion du comité préparatoire sur la création de l'Union asiatique de compensation a été fixée au mois de mars 1971.

^{1/}S.Y. Lee "Asian Payments Union" (ECAFE/RC/TF/18) inscrit à l'ordre du jour d'une réunion tenue au mois de février 1970; S.Y. Lee "ECAFE clearing Union" rapport non publié datant du mois d'avril 1970 après les consultations de Bruxelles; et le Professeur Burnham Campbell "Perspectives et conséquences d'une coopération monétaire en Asie: la proposition de la Banque de réserve" (Prospect and Implications of Monetary Cooperation in South-east Asia : the Reserve Bank Proposal) Rapport présenté à la SEADAG Séminaire sur le développement régional, sur "les échanges commerciaux et la coopération économique en Asie du Sud-est" tenu à Bangkok du 20 au 22 janvier 1972.

Les pays intéressés ont été saisis d'un projet d'accord, pour examen. Le Fonds monétaire international a fait part de ses observations sur l'aspect juridique de ce projet et devait décider si ledit accord devait prendre la forme d'un traité à conclure entre les participants ou bien s'il devait prendre une autre forme.

Il a été alors décidé que la future Union devait être créée dans le cadre d'un accord opérationnel normal conclu entre Banques centrales et non pas sous la forme d'un traité qui aurait été signé par les plénipotentiaires. Afin de faire avancer ce projet, la CEAE0 a organisé une réunion qui se tient actuellement (23 au 28 février 1973) entre les Hauts représentants des gouvernements et ceux des Banques centrales en vue de la création d'une Union asiatique de compensation.

La CEAE0 a effectué une étude de viabilité sur le projet de Banque asiatique de réserve^{4/} puis une réunion du Comité inter-gouvernemental sur la création d'une telle banque s'est ensuite tenue du 15 au 21 août 1972. Nos considérations sur la Banque asiatique de réserve portent essentiellement sur le rapport élaboré à l'issue de cette réunion, dernière étape avant la mise en oeuvre.

^{4/} Voir "Feasibility Study on the Establishment of an Asian Reserve Bank" (étude de viabilité sur la création d'une Banque asiatique de réserve), étude faite par le Professeur Burnham Campbell (TRADE/TLP/ARB (1)/1).

Cadre théorique

On peut dire que le cadre théorique de la Banque asiatique de réserve s'inspire des idées de Keynes sur l'Union internationale de compensation et le Bancor. Ses propositions ^{5/}furent présentées lors de la conférence monétaire mondiale tenue en 1943. Aux termes de telles propositions, il faut : recourir au crédit et non pas à l'or ou aux devises comme base des règlements internationaux ; deuxièmement, demander aux pays créanciers de consentir des crédits aux pays débiteurs par le biais d'une Union internationale de compensation et empêcher ces pays créanciers de détenir de l'or et des devises (moyens de domination sur les ressources financières qu'ils n'ont pas choisi d'utiliser pour l'instant) ; troisièmement, exiger des pays créanciers qu'ils contribuent pour moitié aux difficultés que rencontrent les pays débiteurs en matière de balance de paiements internationaux, au lieu d'obliger ces pays débiteurs à équilibrer par leurs propres moyens la balance de leurs paiements ; quatrièmement, créer une unité de compte internationale pour les règlements internationaux au lieu d'utiliser une monnaie quelconque de réserve telle que le dollar des Etats-Unis et la livre sterling ; et enfin, prévoir formellement une souplesse "systématique" du système monétaire international. Les propositions de Keynes ne furent pas acceptées par la majorité des pays présents à Bretton Woods en 1944, mais il est à espérer que les principes qu'il a exposés pourront désormais trouver leur expression au sein de la région des membres de la CEAE0 et que par ailleurs, cette

^{5/} J.M. Keynes, Proposals for an International Clearing Union London : HMSO 1943 (c m d 6437) Voir en particulier "Some advantages of the Plan" pages 11-13.

coopération monétaire régionale guidera et accélérera les réformes mondiales du FMI au sujet desquelles l'accord unanime est encore lointain. Toutefois, on peut dire que l'Union internationale de compensation de Keynes équivaut à la future Banque asiatique de réserve dont on parle présentement alors que l'Union asiatique de compensation n'est qu'une étape préliminaire sur le chemin d'un arrangement idéal en matière de coopération monétaire. Son unité de compte internationale, le Bancor, est analogue à "l'unité monétaire asiatique" de la future Banque asiatique de réserve.

Quand les pays s'efforceront de libéraliser leurs échanges en abaissant réciproquement les restrictions tarifaires et non tarifaires, leurs importations augmenteront. Bien que, à long terme, leurs exportations seront stimulées, ce qui, par voie de conséquence, accroîtra le volume de leurs échanges commerciaux régionaux, certains pays par contre, devront peut-être faire face tout d'abord à des difficultés de balance de paiements. En l'absence d'une coopération monétaire, les pays en cause seront obligés d'importer et les restrictions en matière de règlements (inverses de la libéralisation des échanges), ou la dépréciation des changes ou encore la politique de resserrement monétaire et fiscale ayant pour résultat la déflation, affecterait d'une manière défavorable l'emploi et la production.

Toutes ces mesures auraient une incidence défavorable sur les partenaires commerciaux. C'est ainsi donc que l'un des objectifs primordiaux et ultimes de la coopération monétaire est d'aider à résoudre le problème des balances de paiements et partant, de libéraliser les échanges et l'expansion de la région.

II - BANQUE ASIATIQUE DE RESERVE

Le projet :

La Banque asiatique de réserve pourrait être tout d'abord une banque d'épargne (sans être habilitée à recevoir des dépôts) pour les pays de la région de la CEABO. Au stade suivant, cette Banque gagnerait la confiance du monde extérieur et la "nouvelle" monnaie qu'elle créerait serait acceptée par les pays extérieurs à la région ; de ce fait, la Banque pourrait se transformer en banque commerciale et ainsi pourrait créer du crédit.

La Banque asiatique de réserve accepterait des dépôts de pays membres et non membres, elle garderait une partie de ces dépôts comme réserve, et avec le solde à sa disposition, consentirait des prêts et ferait des placements. On trouvera ci après, un exemple du bilan qui pourrait caractériser les principes techniques de cette banque :

<u>ACTIF</u>	<u>PASSIF</u>
Réserves requises	Dépôts des membres a) exigibles b) volontaires
Surplus de réserves	Autres dépôts (non membres)
Prêts aux pays membres	Fonds empruntés
Valeurs	Valeur nette

Les réserves seront détenues en or, en monnaies de réserve acceptable, en droits de tirages spéciaux (DTS) c'est-à-dire en liquidités que pourraient retirer en tous temps les dépositaires. Les excédents des fonds requis comme réserve pourraient être utilisés a) pour effectuer des prêts aux membres dans le but de financer le déficit de leur balance de paiements ainsi que leurs projets de dévelop-

pement, b) pour acquérir sur le marché des valeurs des gouvernements membres et d'institutions internationales; l'idée principale étant de combiner en quelque sorte les liquidités et le développement. Toutefois, si les pays membres venaient à retirer un montant considérable de leurs dépôts en raison par exemple d'un affaiblissement soudain de leurs réserves internationales, la Banque devrait dans ce cas arrêter ses placements et interrompre ses prêts car ses réserves tomberaient en-dessous du montant plancher requis.

Outre les dépôts requis, le paiement d'intérêt encouragera les pays membres et non membres à effectuer des dépôts auprès de cette banque, ces intérêts seront versés selon les taux des marchés des principaux centres financiers internationaux. Les pays membres et non membres seront également encouragés à faire des dépôts du fait des offres plus intéressantes de la Banque qui ne seront pas exposées aux dévaluations des monnaies de réserve (à savoir le dollar et la livre sterling) du fait de la mise en commun de ressources collectives et du fait qu'il sera possible d'investir des fonds déposés sous forme de valeurs à long terme qui rapporteront des intérêts plus élevés^{6/}. Les pays membres

^{6/} Lorsqu'un membre détiendrait des réserves internationales à titre individuel, il n'a absolument aucune garantie contre la dévaluation des monnaies de réserve. Par contre, si ces réserves internationales sont détenues collectivement, la Banque peut diversifier ses avoirs en or et en devises beaucoup plus efficacement et marchander sur les places financières de New-York et de Londres pour obtenir certaines garanties, sinon, elle pourra par exemple transférer ses dépôts dans un autre centre financier régional comme Singapour ou Tokyo, où présentement, la monnaie est plus stable.

Les placements d'un pays quelconque en valeur s'effectueront en principe sur une durée plus courte, afin de disposer à tout moment de liquidités autres que des placements détenus collectivement par la Banque. En règle générale, il faut bien reconnaître que les valeurs à long terme (placements à long terme) rapportent davantage que les valeurs à court terme du fait qu'elles sont assorties d'intérêt plus élevés.

seront habilités à retirer une fraction de leurs dépôts pour compenser un déficit de leurs réserves internationales et pourront emprunter à la Banque pour faire face à des difficultés de balance des paiements. Par contre, les pays non membres ne pourront pas emprunter de l'argent à ladite banque. Il est à espérer que les pays industrialisés appuieront les pays en voie de développement en déposant des fonds à la Banque asiatique de réserve pour renforcer de cette manière le projet de coopération monétaire régionale. Un tel appui, serait beaucoup plus utile et efficace qu'une aide directe ou des prêts.

La Banque peut aussi émettre des obligations dans les milieux financiers internationaux et, avec les ressources ainsi empruntées, accorder plus de prêts aux Etats membres. En d'autres termes, la Banque peut servir d'intermédiaire entre les fournisseurs internationaux de ressources et les pays membres qui ont besoin de ces ressources pour leurs paiements et leurs objectifs de développement.

Pratiquement, tous les pays membres en bénéficieront, qu'ils soient déficitaires ou excédentaires. Ainsi, les pays membres déficitaires, outre leurs réserves internationales, leurs DTS et leur position au FMI, pourront emprunter des fonds à la Banque qui représentera une source de financement supplémentaire. Les placements qui seront faits auprès de la Banque seront aussi considérés comme une partie des réserves internationales parce qu'ils seront, tout comme n'importe quel placement auprès d'une banque, entièrement sous le contrôle des déposants. Le solde excédentaire des réserves indispensables étant destiné aux prêts et aux investissements, l'importance de cette source de financement supplémentaire dépendra du volume de ce solde.

La CEAE0 propose que sur chaque dollar placé, les deux-tiers soient considérés comme réserve et que le tiers soit destiné aux prêts et investissements.

Si les pays membres excédentaires n'ont pas besoin d'emprunter à la Banque, ils tireront cependant de ce système un profit indirect à longue échéance parce que l'expansion et la libéralisation du commerce au sein de la région stimuleront leur secteur d'exportation et en outre ces pays seront affranchis des restrictions que pourraient imposer leurs partenaires commerciaux.

Le coût d'opportunité de l'adhésion à la Banque est négligeable parce que les placements seront considérés comme des réserves internationales, les déposant pourront percevoir des intérêts aux taux du marché, les pays membres pourront se retirer de la Banque après une notification réglementaire et le risque de non-viabilité de la Banque est infime^{1/}.

^{1/} Etant donné que la CEAE0 propose que chaque pays membre place 10% de ses réserves internationales et que les réserves de la Banque soient les deux-tiers des placements le risque de perte qu'encourt chacun des pays membres en cas de cessation des opérations de la Banque se limite à 3,3% des réserves internationales de chaque pays. Ce cas est très peu probable et ne se présenterait que lorsque tous les pays membres ont des difficultés de balance des paiements et enregistrent une chute supérieure à 67% de leurs réserves internationales et que les débiteurs de la Banque ne s'acquittent pas du tout de leurs obligations. Voir "Feasibility Study on the Establishment of an Asian Reserve Bank" pp 12-14.

D'autres avantages de ce système sont les suivants :

- a) financement du développement et crédits à l'exportation pour favoriser le commerce intra-régional,
- b) renforcement du pouvoir de négociation face à la dévaluation des monnaies de réserve,
- c) meilleure gestion de l'instrument de réserve par des investissements à plus longs termes dans des valeurs qui produiront ainsi un taux plus élevé.

LA PROPOSITION DE LA CEAEQ

Cette proposition peut se résumer comme suit :

1. Placements requis.

Chaque pays membre doit placer 10% de ses réserves officielles internationales brutes tel que cela a été défini par le FMI et est calculé à la fin de chaque trimestre (8) La contribution des pays membres doit se faire en termes d'or, de monnaies de réserve acceptables et de DTS. Mais le placement statutaire d'aucun pays ne doit dépasser 25% du total parce que, si le placement statutaire d'un pays est trop élevé, son droit d'emprunt est de ce fait également trop élevé et la Banque peut ne pas être en mesure de lui accorder le prêt en cas de besoin.

2. Réserves requises

La Banque doit maintenir, également en termes d'or, de monnaies de réserve acceptables et de DTS, des réserves représentant les deux-tiers du montant total des placements. Ce taux élevé de liquidité est une mesure très prudente destinée à sauvegarder

(8) L'idée de placement de 10% a été initialement avancée par Professeur TRIFFIN.

l'intérêt des pays créanciers. J'estime personnellement que la Banque doit être autorisée à maintenir des réserves en d'autres devises convertibles fortes telles que le yen japonais, le deutsch mark, le franc suisse etc. afin de pouvoir diversifier son portefeuille de devises compte tenu du fléchissement que subissent actuellement le dollar et la livre sterling.

3) Prêts et investissements

En conséquence, le solde, à savoir le tiers des obligations, peut être affecté aux prêts et investissements.

4) Unité monétaire asiatique

La Banque crée cette unité de compte qui équivaut à un DTS. Les placements ou les prêts accordés aux pays membres seront libellés en unités monétaires asiatiques. Deux raisons justifient la création de cette unité de compte. Il s'agit d'abord d'établir un rapport entre la Banque asiatique de réserves d'une part et le FMI et le système de DTS d'autre part, ensuite d'avoir pour le commerce et l'investissement une unité de compte qui ne serait pas sujette aux fluctuations de la valeur de change du dollar E.U. de la livre sterling et des autres principales monnaies.

5) Limite des prêts

Un pays membre pourra emprunter un montant maximum équivalent à la moitié de la baisse de ses réserves internationales. Dans cette limite, un pays membre peut emprunter jusqu'à un montant équivalent au montant de son placement statutaire (crédit automatique) ou à un montant équivalent au double du montant de son placement statutaire (crédit discrétionnaire) si l'organe de gestion approuve cette décision à la majorité des voix. Les prêts d'un montant supérieur au double du placement statutaire doivent être approuvés par une majorité des deux-tiers des voix et seulement dans des circonstances exceptionnelles. En réalité,

c'est une question de crédit automatique ou de crédit discrétionnaire. Par souci d'encourager la libéralisation du commerce, le crédit automatique doit être accordé une façon libérale. Mais il convient de recourir à la méthode discrétionnaire pour amener les pays déficitaires à prendre les mesures monétaires ou fiscales appropriées pour rectifier leur balance des paiements. La proposition de la CEAE0 relative au crédit automatique est une mesure plutôt prudente parce qu'un pays membre n'emprunte que le montant de son propre placement et l'intérêt des pays créanciers reste bien assuré.

6) Taux d'intérêt

Les placements se feront au taux du marché tandis que le taux d'intérêt percevable sur les prêts sera légèrement supérieur au taux de placement pour pouvoir couvrir le coût des opérations de la Banque. Quel serait le juste taux d'intérêt applicable à l'emprunteur? Le taux des DTS n'est que de 1,5 pour cent, ce qui est très favorable aux emprunteurs. Il convient de pratiquer un faible taux d'intérêt afin d'aider les pays déficitaires. Mais la CEAE0 a pour politique de pratiquer un taux de placement conforme au taux du marché et d'encourager les membres et les non-membres à faire des placements auprès de la Banque. La sauvegarde de l'intérêt des pays créanciers est importante pour la viabilité de la Banque. Faire des placements auprès de la Banque sans faire des emprunts revient à prêter aux membres déficitaires par l'intermédiaire de la Banque qui constitue un canal d'aide multilatérale.

7) Remboursement

La totalité du montant de l'augmentation des réserves internationales d'un membre par suite d'un emprunt à la Banque doit être remboursée à la Banque dans un délai de trois ans à compter de la date d'emprunt. Si la totalité n'est pas remboursée dans ce délai, l'encours doit être remboursé par versements

trimestriels contractuels échelonnés sur une période de deux ans.

8) Garanties

En cas de défaut, toutes les facilités normalement accessibles aux pays membres seront suspendues sans préjudice des droits de la Banque de recouvrer le montant dû par le membre en défaut y compris les intérêts échus, au taux de pénalité soit le double du taux d'intérêt normal. Tous les autres pays membres participeront en même temps à une garantie de solidarité proportionnelle au montant de leurs placements statutaires au moment du défaut. Si l'on y réfléchit plus profondément, on se rend compte que ces garanties sont plutôt passives parce que la Banque ne peut pas détenir une hypothèque ou saisir l'actif ou les réserves internationales d'un membre en défaut. Mais puisqu'il s'agit d'une organisation internationale, la probabilité de défaut effectif est infime.

9) Retrait

Un membre peut se retirer librement de la Banque en adressant une notification écrite à cet effet à la Banque. Le retrait devient effectif à la date spécifiée dans la notification mais pas moins de six mois après la date de ladite notification.

10) Structure et vote

Comme le FMI, la Banque sera pourvue d'un Conseil des gouverneurs, d'un Conseil d'administration et d'un Directeur général et sera sous le contrôle démocratique des pays membres. Le tiers du total des droits de vote du Conseil des gouverneurs sera réparti au prorata des droits de vote des pays membres au FMI tandis que les deux-tiers seront répartis au prorata du montant de leurs placements statutaires d'après les moyennes obtenues au cours du précédent exercice.

III. UNION ASIATIQUE DE COMPENSATION (UAC)

Buts :

Les objectifs de l'Union asiatique de paiements (UAC)

sont :

- a) Promouvoir l'utilisation des monnaies régionales pour le commerce régional;
 - b) Réaliser des économies dans l'utilisation des devises étrangères
 - c) Encourager les pays participants à libéraliser le commerce inter-Etats; l'UAC étant considérée comme un aspect financier de l'expansion commerciale, ou comme mesure complémentaire du système commercial;
 - d) Promouvoir la coopération monétaire et la consultation entre les pays participants en se servant de l'UAC comme mécanisme de compensation pour les paiements multilatéraux.
- i) Il est d'usage en matière bancaire d'utiliser le dollar E.U. et la livre sterling comme monnaies commerciales et d'effectuer les paiements aux centres financiers de New York et de Londres, bien que les E.U. ou le Royaume Uni ne soit pas partenaire commercial (par exemple : commerce régional) entre la Thaïlande et le Japon, ou entre la Thaïlande et Singapour. L'UAC vise à rompre cette tradition, grâce à l'utilisation des monnaies régionales pour le commerce régional. Supposons que la Thaïlande importe des machines du Japon; le paiement peut s'effectuer en Thai baht ou en yen japonais ou en dollar asiatique de compensation (DAC) qui est une unité de compte créée par l'Union.

ii) Dès l'instant où l'on peut utiliser les monnaies locales pour le commerce régional, et que les pays déficitaires sur le plan régional peuvent obtenir des ressources intérimaires de l'UAC, les pays participants peuvent réserver leurs devises étrangères en premier lieu pour le commerce extra-régional ce qui leur permettra de réaliser des économies dans l'utilisation de leurs devises.

iii) Les pays qui libéralisent le commerce grâce aux réductions de tarifs, aux achats massifs du gouvernement auprès des pays de la Commission Economique de l'Asie et de l'Extrême Orient (CEAEO), et à l'élimination ou à la réduction d'autres restrictions d'importation et de change, peuvent avoir à faire face souvent à des difficultés de la balance des paiements. Il est donc recommander d'avoir un programme de coopération monétaire permettant aux pays déficitaires de bénéficier de fonds limités à court terme auprès des autres pays créditeurs sans se soucier beaucoup de la position de leur balance des paiements. Si les pays participants disposent de ressources financières leur permettant de libéraliser le commerce régional, il en résultera un effet multiplicateur favorisant l'augmentation des exportations entre eux, ce qui répondra précisément aux buts du programme commercial.

iv) La création de l'UAC favorisera naturellement bien sûr la consultation entre les pays participants pour aboutir ultérieurement à une coopération monétaire plus étendue.

Cadre général d'opération

1) Unité de compte 9/

Le dollar asiatique de compensation (DAC) est créé en tant qu'unité de compte commune de l'Union. Il équivaut à un Droit de

9/ Si l'on crée simultanément la Banque Asiatique de Réserve, l'unité monétaire asiatique peut être utilisée comme unité de compte de l'Union asiatique de compensation. L'Unité monétaire asiatique et le dollar asiatique de compensation forment ainsi une seule et même unité.

Tirage Spécial (DTS) du FMI, soit à 0,888671 gramme d'or fin ou à un dollar des Etats-Unis à la parité en vigueur au moment de la création de l'Union 10/. Il est officiellement lié aux Droits de Tirage spéciaux parce qu'il est ardemment souhaitable de lier l'Union Asiatique de Compensation (UAC) au FMI. Puisque les pays membres doivent déclarer les parités de leurs monnaies au FMI, ils devront automatiquement déclarer les parités au dollar asiatique de compensation (DAC). Il s'agit d'un avantage pour le fonctionnement de l'Union. En outre la stabilité du DAC serait maintenue comme la monnaie la plus stable de la zone de la CEAEU 11/. En cas de dévaluation du dollar E.U. ou du sterling, le DAC ne doit pas suivre pari passu; l'Union aurait la faculté de maintenir la parité or du DAC plus ou moins dans la même proportion.

2) Mécanisme de Compensation

Les règlements effectués par l'intermédiaire de l'Union pourrait se faire sous la dénomination DAC (de préférence), ou dans les monnaies de l'importateur ou de l'exportateur.

Le mécanisme de compensation figure à l'annexe I. En supposant que le Japon exporte des denrées vers la Thaïlande, les exportateurs japonais présentent les documents d'expédition et la lettre de change à leur banque et obtiennent immédiatement le yen japonais. A son tour la banque de l'exportateur japonais obtiendra

10/Le projet d'Accord en dispose ainsi. Etant donné que le dollar E.U. a été dévalué deux fois par rapport à l'or, cette disposition doit être modifiée.

11/Conformément aux projet d'Accord, la parité du DAC par rapport au DTS ne peut être changée que sur décision unanime de tous les membres. Etant donné qu'un pays créateur s'opposerait normalement à la réduction de la parité du DAC, il serait difficile d'obtenir un changement de parité. Toutefois, en supposant qu'un pays dévalue sa monnaie de 10%, il ne peut s'opposer à une proposition de dévaluation de la parité du DAC de 10% ou moins de 10%. Ces mesures visent à maintenir la stabilité du DAC.

le remboursement en yen de la banque du Japon, banque centrale qui notifiera l'opération à l'UAC. L'UAC créditera le compte du pays exportateur et débitera le compte du pays importateur en DAC 12/.

La Banque de l'importateur au Thaïlande ayant reçu les documents d'expédition de la banque de l'exportateur japonais, les présentera à l'importateur et sera réglé en bahts. La Banque de l'importateur versera à son tour l'équivalent du montant en bahts à la Banque de Thaïlande qui en fera notification à l'UAC. Ainsi donc les transactions seront enregistrées à l'UAC, et les banques centrales des pays exportateurs et importateurs serviront d'intermédiaires entre les banques commerciales et l'UAC.

Il convient de noter que dans l'usage bancaire en vigueur, le règlement final en dollar E.U. ou en livre sterling se fait effectivement dans les centres financiers de New York ou de Londres qui jouent le rôle de la future UAC tandis que les grandes banques internationales jouent un rôle important dans les règlements. Ce rôle revient aux banques centrales dans la nouvelle proposition. Lorsqu'une transaction s'effectue en dollar E.U., l'exportateur japonais doit convertir le montant en dollar en yen, tandis que l'importateur Thaï doit convertir son baht en dollar E.U. ce qui donne lieu à la conversion de deux devises dans chaque transaction. Dans la nouvelle proposition, si la transaction s'effectue au départ dans la monnaie de l'importateur ou de l'exportateur, il n'y aura qu'une seule conversion directe entre les monnaies des deux partenaires commerciaux, conformément aux parités en vigueur des

12/ Ce système permettra de centraliser le travail à l'UAC grâce aux ordinateurs modernes. Une variante de ce système est de laisser le soin à la Banque centrale de créditer ou de débiter les comptes dans tous les pays participants et de notifier à l'UAC le solde net à payer à l'UAC ou à recevoir de l'UAC après les transactions multilatérales effectuées au cours d'une période donnée. Dans ce dernier système, la banque centrale aura beaucoup plus de travail à confier aux ordinateurs.

deux monnaies. Si la transaction s'effectue au départ en DAC, la conversion du DAC en yen par l'exportateur japonais et la conversion du baht en DAC par l'importateur Thai s'effectueront également à la parité. Ce système permet des économies de devises dans le coût des transactions.

3) Domaine couvert par les transactions.

Le projet d'Accord propose que l'on effectue toutes les transactions courantes tant visibles qu'invisibles par l'intermédiaire de l'UAC. Toutefois, si un pays s'abstient d'effectuer ses paiements à l'extérieur en faveur des autres pays et au titre de transactions invisibles par l'intermédiaire de l'UAC, il peut refuser d'accepter les paiements qui lui arrivent au titre de ces transactions invisibles.

Personnellement j'estime qu'il serait souhaitable que nous commençons avec l'UAC s'occupant uniquement des transactions relatives aux marchandises, aux voyages et à certaines opérations courantes d'effets invisibles; car les ressources intermédiaires concernent uniquement les exportations et importations d'effets visibles. Par la suite lorsque l'UAC aura fonctionné avec satisfaction, le domaine de ces opérations pourrait être élargi aux effets invisibles.

4) Utilisation du mécanisme de compensation

C'est entièrement à discrétion que les banques, les sociétés commerciales ou les particuliers d'un pays enverront leurs lettres de change par l'intermédiaire de l'UAC ou par le canal normal des banques commerciales car, conformément au principe du FMI, l'UAC n'est pas habilitée à imposer des restrictions sur la lettre de change ou à prendre des mesures discriminatoires en matière monétaire. Toutefois un pays peut s'il le désire, décréter que toutes ses factures d'importations doivent passer par l'UAC.

Par exemple, cette procédure peut être la condition sine qua non de l'octroi de licences d'importation. Cette mesure pourrait servir à encourager l'utilisation de l'UAC.

Une autre mesure visant à amener les gens à faire passer les lettres de change par l'intermédiaire de l'UAC serait d'autoriser les banques centrales des pays à effectuer leurs opérations dans les monnaies de l'un ou l'autre des pays membres ou en d'autres devises, soit à la parité, soit sur la base d'une fourchette plus étroite que celle en vigueur sur le marché des changes hors du mécanisme de compensation.

En réalité, c'est la méthode suivie par les Banques centrales adhérant aux Accords de compensation de l'Amérique centrale, si bien que le ratio du total des compensations par rapport aux échanges visibles intra-régionaux ont augmenté de 48% en 1962, à 85% et plus en 1967 - 1970 13/.

5) Durée de la comptabilité

Au départ, cette durée sera de deux semaines au terme de laquelle, l'Institut de compensation calculera la situation nette de chaque membre et groupe, et déterminera le montant net de ses dettes ou crédits vis-à-vis des autres membres.

13/ Consulter le rapport du FMI sur "l'Existing International Banking and Credit facilities in the ECAFE region" (les accords internationaux existant en matière bancaire et de crédit dans la région de la CEAE0) du 6 février 1969 et l'annexe sur "la Central American Clearing House" (institut central américain de clearing) p. 42 - 48 du texte anglais. Pour une étude de l'Institut de clearing de l'Amérique centrale, consulter également Bahram Nowzad et Joan Messinesi "Regional Payments Arrangements among Developing Countries" (Accords régionaux de règlements entre pays en voie de développement) document du FMI, en date du 10 août 1971, pp. 7-9 du texte anglais et tableaux 2 et 3 (annexes)

6) Période de règlement

Au départ, elle sera de quatre semaines, au terme de laquelle les créances nettes seront réglées entièrement par les débiteurs en or, en devises convertibles ou bien par le moyen de tout autre instrument de règlement international accepté par les créanciers.

Dans notre système bancaire actuel, nous devons verser des devises pour toute transaction d'exportations et recevoir des devises pour toute transaction d'importations. Au sein de l'Union asiatique de compensation, seul le solde net devra être réglé au cours de cette durée. C'est ainsi que seront économisés les coûts de transactions. Prenons l'hypothèse d'une période au cours de laquelle un pays donné A exporte 10 millions de dollars vers le pays B et importe dans le même temps 6 millions de dollars de marchandises en provenance de ce même pays.

Dans ce cas, le solde net à régler est de 4 millions de dollars et le total des échanges ayant eu lieu est de 16 millions de dollars. Les échanges compensables du fait que la valeur des importations est contrebalancée par celle des exportations et s'élèvent à 12 millions de dollars ^{14/}. De même, dans un système multilatéral de clearing, le pays A pourrait avoir un solde créditeur vis-à-vis du pays B, un solde débiteur du pays C, etc... Toutefois, le pays A disposerait d'un solde net pour régler ses obligations vis-à-vis de l'ensemble des membres. A la fin de la période de règlement, il ne reste aux membres sans exception qu'à régler seulement les soldes nets à l'UAC (Union asiatique de compensation). En un sens, l'UAC fonctionnera comme un système de compensation de chèques bancaires.

^{14/} Deux fois la valeur des exportations et importations, en se basant sur le chiffre le plus faible de l'un ou l'autre cas.

Plus la période règlement sera longue et plus faible sera le montant global ou cumulatif des soldes nets à régler et partant, plus importantes seront les économies réalisées au niveau des coûts de transaction. Il se peut qu'à l'avenir, les périodes de règlement s'étendront sur deux ou trois mois 15/.

7) Finances intermédiaires

Chaque membre ouvrira une ligne de crédit en faveur de tous les autres membres par l'intermédiaire de l'UAC, ligne de crédit s'élevant à 1/12ème des exportations visibles annuelles de chaque pays (à l'exception du pétrole et des produits dérivant du pétrole) au profit des autres membres. La ligne de débit de chaque membre ne dépassera pas 1/24ème de ses importations visibles (à l'exception du pétrole et des produits dérivant du pétrole) en provenance d'autres pays membres.

Le pétrole et les produits pétroliers sont exclus de ces dispositions car certains pays exportateurs de pétrole estiment que certaines grandes compagnies pétrolières telles que Shell et Esso, qui opèrent dans leur pays, disposent de compte de clearing interne à New-York ou Londres, si bien que ces exportations et importations de pétrole et de produits dérivés ainsi que l'importation de matériel destiné à l'industrie pétrolière n'affectent pas visiblement les recettes et les règlements en devises. Supposons par exemple qu'une compagnie pétrolière du Moyen-Orient exporte du pétrole brut au Japon. Les recettes en devises de cette compagnie sont créditées à un compte interne de cette compagnie à New-York, lequel est utilisé pour l'achat de biens d'équipement et de matériel importés au Moyen -Orient pour ladite compagnie pétrolière

15/Au sein de l'Institut américain de compensation la durée de règlement est de six mois (juin à décembre)

et aussi pour d'autres besoins. On voit donc que les recettes en devises ne sont pas versées uniquement aux Banques centrales des pays exportateurs de pétrole. En fait, c'est argument n'est pas tout à fait valable, car les compagnies exportatrices de pétrole doivent rétrocéder une partie de cet argent aux pays intéressés pour faire face aux coûts locaux tels que le règlement de salaires et autres faits de gestion, si bien que les pays concernés bénéficient d'un certain montant de recettes de devises dont les incidences sont favorables sur sa balance des paiements.

Les financements ont également pour objet de tenir compte des règlements et recettes réciproques des pays intéressés résultant de fluctuations saisonnières des exportations et importations. Etant limités par des lignes de crédit correspondant à un mois d'exportations environ et à des lignes de débit de 15 jours d'importations environ, il s'agit en fait de montants très faibles qui ne peuvent en fait présenter que peu de désavantages pour les pays créanciers. Mais, à propos de cette question, ceux qui ont élaboré le projet d'accord se sont heurtés à un dilemme. En effet, pour encourager les échanges intra-régionaux (objectif (c)), il convient d'autoriser un système de financement intérimaire beaucoup plus libéral surtout quand on espère que la période de règlement pourra être prolongée dans les années à venir. Cependant, afin de recueillir une plus grande adhésion des pays créanciers et de ce fait, de bénéficier d'une plus grande participation, le financement intérimaire a été proposé sous sa forme intrinsèque. A l'avenir, nous espérons que le financement intérimaire pourra se développer, afin que puissent être atteints les objectifs réels du développement des échanges commerciaux.

8) Taux d'intérêt

Ces taux d'intérêt sont payables par les débiteurs aux créanciers sur les soldes quotidiens en suspens entre les dates de règlements. Le projet d'accord ne précise ni le taux, ni les

critères auxquels devront se référer les pays membres pour prendre des décisions . Mais il y aura deux possibilités à savoir : a) le taux d'intérêt du marché des échanges internationaux ou bien, b) le taux inférieur au taux du marché. Etant donné que les taux des Droits de Tirage Spéciaux (DTS) sont voisins de 1,5% il a été proposé que le taux soit sensiblement inférieur au taux du marché, afin d'encourager la coopération monétaire internationale. Toutefois, de l'avis général, ce taux devrait être comparable au taux du marché, afin d'encourager les pays créanciers à recourir aux mécanismes de clearing 16/; ainsi, les pays créditeurs auprès de l'Union asiatique de compensation n'auront pas le sentiment de perdre de l'argent sur les intérêts à percevoir.

9) Garantie de changes

Chaque membre devra garantir le taux de change de sa monnaie vis-à-vis du DAC (dollar asiatique de compensation) en ce qui concerne toutes les opérations en suspens entre lui-même et les autres pays membres et aussi pour ses propres transactions en cours.

Une telle procédure ne présentera aucune difficulté pour les pays en cause disposant d'un système de taux de change fixe car la fixation de la parité d'une monnaie par le FMI impliquera également la fixation d'une telle parité par l'Union asiatique de compensation. Toutefois, pour un pays caractérisé par un système de taux de change flottant, les garanties

16/ Consulter le rapport **et les recommandations** du colloque sur **les aspects financiers du développement des échanges** p.8 (du texte anglais) (Report and Recommendations of the Seminar on financial aspects of trade expansion) dans lequel on lit: "les crédits devraient être assortis d'intérêts ayant un taux au moins égal à ceux dont sont assortis les placements sur les principaux marchés financiers à savoir New-York et Londres.

de change sont impérieuses pour le fonctionnement du mécanisme de compensation.

10) Garantie en cas de manquement aux obligations

Dans le projet d'accord, cette garantie est exposée d'une manière assez passive; en effet, il est stipulé seulement que les pays membres en défaut feront l'objet d'une suspension de crédit consenti par l'UAC et devront s'en retirer. A mon avis, une garantie plus efficace consisterait à permettre à des membres de faire un petit dépôt (proportionnel au volume des échanges commerciaux intra-régionaux) auprès de l'Union de compensation. Toutefois, une telle méthode irait à l'encontre des vœux exprimés par les pays membres. En fait, il ressort de l'expérience de l'Union de clearing des Etats d'Amérique centrale que chaque membre doit faire un dépôt de 1,5 million de dollar des Etats-Unis auprès de cette Union. On peut résoudre ce problème si la Banque asiatique de réserve fonctionne de façon satisfaisante, dans ce cas, chaque pays pourra disposer au sein de cette banque de certains montants sous forme de dépôts de réserve. Dès lors, l'UAC opèrerait de concert avec la Banque.

11) Institut de compensation

Le siège de cet institut sera fixé après le règlement de certaines questions, car en l'occurrence il s'agit plutôt d'une décision d'ordre politique.

En principe, son siège pourrait se trouver dans un pays doté d'un bon réseau de communications, d'un système de contrôle de changes et en un lieu où une banque centrale et des responsables financiers pourraient être des agents de l'UAC 17/. Si le siège

17/ Le siège de la Chambre de compensation des Etats d'Amérique centrale par exemple est installé au siège de la Banque centrale de l'Honduras.

de l'UAC venait à se trouver en un lieu contesté, certain pays pourront estimer que l'adhésion à un tel organisme présente un risque politique.

IV. PROBLEMES ET PERSPECTIVES

RELATIONS ENTRE LA BANQUE ASIATIQUE DES RESERVES ET L'UNION ASIATIQUE DE COMPENSATION

La CEAE0 s'efforce d'exécuter simultanément les deux projets qui en fait sont liés. Cependant, chaque projet est également conçu isolément, de sorte que l'un peut être établi indépendamment de l'autre.

Si la Banque asiatique de réserves est créée, l'unité de compte commune, l'unité monétaire asiatique, peut être utilisée pour les deux projets. Le financement provisoire de l'UAC pourrait être absorbé par la capacité d'emprunt de la Banque et les membres de l'UAC ne seraient pas tenus de faire un dépôt aux fins de compensation.

A mon avis, le projet visant la création de l'UAC serait plus simple et plus facile à réaliser que l'établissement d'une Banque asiatique de réserves et la politique à suivre pour la CEAE0 serait de commencer par la tâche la plus facile. Si, une fois établie, l'UAC gagne la confiance des pays, ceux-ci seront plus disposés à appliquer le projet d'une Banque asiatique de réserves.

QUELQUES ARGUMENTS

Le plus grand obstacle à l'établissement de la Banque asiatique de réserves est que certains pays ne veulent pas verser les dépôts requis. Ils craignent que le contrôle des dépôts ne leur échappe ou que leurs réserves internationales n'en soient réduites d'autant. Certains pays créditeurs, comme le Japon et Singapour, dont les réserves internationales augmentent rapidement ne sont

pas disposés à placer régulièrement 10 % de leurs réserves croissantes à la Banque. La règle pourrait peut-être être assouplie : certains pays, comme le Japon, pourraient déposer une somme déterminée à la Banque, ce qui imposerait une limite à leur contribution.

Pour être viable, la Banque doit compter parmi ses membres des pays créditeurs, qui sont des prêteurs au sens littéral du mot. Certains des pays développés membres de la CEAEO, comme le Japon et l'Australie, considèrent ce projet de Banque comme une "aide pour équilibrer la balance des paiements". Le Japon dira peut-être que s'il veut aider des pays en voie de développement membres de la CEAEO, il peut le faire d'une façon plus efficace en versant des fonds à la Banque asiatique de développement. En outre, l'aide pour équilibrer la balance des paiements reviendrait en quelque sorte à consentir des prêts à des conditions favorables aux pays dont la balance des paiements est constamment en déséquilibre^{18/}, dont les dépenses sont peut-être au-dessus de leurs moyens, et qui ne font peut-être aucun effort pour rétablir l'équilibre par des mesures monétaires et financières appropriées. A mon avis, cet argument n'est pas valable. D'une part, comme il est expliqué ci-dessus, le projet de coopération monétaire n'est pas une aide pour équilibrer la balance des paiements, mais une mise en commun d'une partie des réserves internationales de pays créditeurs et débiteurs afin d'acquérir une source de financement supplémentaire et d'assurer un financement du développement dans les pays en voie de développement. D'autre part,

18. Allusion aux concepts du FMI. Voir les Statuts du Fonds Monétaire International, adoptés par la Conférence monétaire et financière des Nations Unies, Bretton Woods, en 1944 et modifiés en 1968.

la crise monétaire internationale actuelle avec la dévaluation du dollar E.U. et de la livre sterling et les sommes énormes superflues de dollars E.U. détenues par le Japon du fait de sa balance des paiements très excédentaire devraient inciter ce pays à accorder plus de prêts et une aide financière plus grande aux pays en voie de développement. La meilleure solution est la participation active du Japon à l'établissement de la Banque asiatique de réserves et de l'UAC, car ces projets visent à promouvoir le commerce et le développement de la Région. A la longue, le Japon en retirerait des bénéfices, puisque son commerce d'exportations et ses investissements dans les pays de la Région en seraient favorisés. Enfin, les membres déficitaires ne peuvent pas trop compter sur le financement de la Banque, dont les crédits sont discrétionnaires et limités.

Un argument voisin du précédent est qu'il est difficile d'établir une distinction entre les besoins en liquidités et le déséquilibre fondamental de la balance des paiements d'un pays. Les besoins ont un caractère temporaire et proviennent des fluctuations des recettes d'exportations ou de l'expansion des importations en provenance d'autres pays membres, alors que le déséquilibre est dû à la structure de l'économie ou à la productivité décroissante. Le but fondamental de la Banque asiatique de réserves est de satisfaire les besoins en liquidités pour résoudre les difficultés temporaires de balance des paiements. Lorsque tous les pays se seront procuré, par l'entremise de l'UAC, les moyens financiers pour accroître leurs importations régionales, du fait de l'effet multiplicateur, leurs exportations ainsi s'en trouveront augmentées.

Un argument généralement avancé contre la création de la Banque est que celle-ci serait simplement une miniature du FMI. Il semble que la Banque remplirait les mêmes fonctions que le FMI en accordant des facilités d'emprunt aux membres déficitaires. Le FMI et la Banque asiatique de réserves s'efforceraient de résoudre le même problème de balance des paiements, l'un sur le plan international, l'autre à l'échelon régional. La réponse à cet argument est que le FMI ne peut pas fournir des crédits suffisants et à des conditions acceptables à un pays en voie de développement car le mécanisme d'ajustement d'un déficit de balance des paiements, par exemple, fonctionne plus lentement dans un pays en voie de développement que dans un pays développé. Il serait donc utile d'établir des projets monétaires à l'échelon régional, afin que les pays aient une deuxième ligne de défense en plus du tirage sur le FMI.

Une question se pose : le crédit accordé par la Banque remplacera-t-il ou complètera-t-il le tirage sur le FMI ? le FMI permettra-t-il que ce crédit fourni par la Banque influe sur le droit de tirage ? Beaucoup dépend de l'attitude du FMI. Mais la Banque doit chercher à accorder un crédit en complément du tirage sur le FMI, afin que cette organisation régionale réalise un gain financier net.

La crise actuelle du dollar E.U., le flottement de la livre sterling et la réforme en cours du FMI ont eu des incidences sur l'exécution des projets de coopération monétaire. Ces incidences sont bonnes et mauvaises.

A brève échéance, elles sont mauvaises, car les pays doivent attendre que les questions du système monétaire international et du réalignement de la structure mondiale

des taux de change soient réglées, et ils doivent de ce fait différer leur décision de devenir membres de la Banque et de l'UAC. Cependant, à longue échéance, l'effet peut être favorable pour l'exécution des projets car la confiance du public dans le dollar E.U. et la livre sterling en tant que monnaies d'échanges et de réserves a été ébranlée et les pays ont pris conscience du fait que le contrôle de leurs dépôts de réserve à New York et à Londres leur échappe dans le cas d'une dépréciation des monnaies de réserve, qu'ils doivent envisager la mise en commun d'une partie de leur réserve internationale dans cette Banque régionale où ils exercent un certain contrôle et qu'ils peuvent envisager d'utiliser des monnaies régionales ou d'avoir recours à l'UAC pour les échanges régionaux. Les dépôts dans les centres de réserves équivalent à des prêts à l'étranger ou à des sorties de capitaux. Pourquoi ne pas garder une partie des fonds pour le développement régional?

Certains pays excédentaires de la région craignent qu'une partie des devises provenant de leur balance commerciale excédentaire ne soit "absorbée" par l'UAC. Leur crainte serait atténuée ou apaisée s'ils pensaient au gain que représenterait l'expansion des échanges régionaux, à la réduction du coût des opérations qui s'ensuivrait et aux bénéfices que l'ensemble de la région en retirerait. Mais il s'agit d'une question de confiance. La volonté politique de coopération précède la coopération économique. Le régionalisme et le nationalisme ne doivent pas entrer en conflit : le régionalisme ou la prospérité collective doit signifier un accroissement de la prospérité nationale.

On peut aussi prétendre que le crédit accordé par un pays pour permettre aux autres membres d'augmenter leurs importations en provenance de la région ne sert pas uniquement les intérêts de ce pays, car l'effet multiplicateur en ce qui concerne les exportations peut-être réparti entre les pays. D'autre part,

d'après la théorie de l'avantage comparatif, un pays doit importer au plus bas prix et exporter au plus haut prix, sans se demander si son partenaire commercial appartient ou non à la région. La libéralisation et l'expansion des échanges régionaux sont souhaitables, mais elles ne doivent pas se faire au détriment des échanges extra-régionaux. Les bénéfices que procure la création d'échanges doivent être supérieurs aux pertes qu'entraîne la déviation des échanges 19/. Les projets monétaires et commerciaux régionaux doivent être orientés vers l'extérieur et non vers l'intérieur, car l'intégration régionale n'est qu'un moyen de parvenir à l'intégration mondiale afin de bénéficier de la division internationale du travail. La prospérité collective d'une région entraînerait la prospérité économique des divers pays qui la composent et ceux-ci deviendraient de meilleurs partenaires commerciaux non seulement à l'intérieur mais aussi à l'extérieur de la région. Cela a été bien prouvé par l'expérience du Marché commun européen tentée par les pays développés et celle de l'Intégration économique d'Amérique centrale tentée par les pays en voie de développement. L'UAC sous sa forme actuelle qui est simple, est essentiellement conçue pour être facilement acceptée et pour recueillir une adhésion massive des pays, même aux dépens de meilleurs principes et objectifs. Une grande amélioration reste à faire pour que l'UAC devienne un véritable véhicule financier au service de l'expansion du commerce.

Certains pourraient se demander si cela vaut la peine de se dépenser tant pour modifier le système de paiements étant donné que le système bancaire existant a connu une évolution plusieurs fois séculaire. En réalité, l'UAC vise, entre autres objectifs, à vulgariser l'utilisation des monnaies régionales pour le commerce

19/ Voir Jacob Viner, The Customs Union New York : Carnegie Endowment for International Peace, 1950, pp. 41-78; et Harry G. Johnson, "The Economic Theory of Custom Union" dans le Pakistan Economic Journal, mars 1960, pp. 14-32

régional; il est donc souhaitable de réduire la dépendance vis-à-vis du dollar américain et de la livre sterling. Indépendamment des risques de change et des difficultés de la balance des paiements des Etats Unis et du Royaume-Uni, il est souhaitable que du point de vue dynamique ou qu'à longue échéance les pays de la CEAEO adoptent un système bancaire ou un système de paiements qui ne dépende pas tellement de New York ou de Londres. Actuellement, les échanges commerciaux entre la Thaïlande et le Japon par exemple, se font en dollars E.U. ou en livres sterling et sont réglés à New York ou à Londres parce que les banques régionales détiennent des fonds dans ces centres. Ce genre de système bancaire mondial doit être progressivement modifié. Les systèmes proposés ne sont que le début et non la fin d'une telle modification. On espère que par voie de changements progressifs, un nouveau système bancaire verra le jour de sorte que les banques régionales entretiendront des relations plus étroites les unes avec les autres plutôt que de n'avoir des rapports que par l'intermédiaire des centres de réserves.

Certains trouveraient que les systèmes monétaires sont trop idéalistes. Mais à notre avis, une vue idéaliste doit être le fondement de tout progrès ou de toute mesure révolutionnaire. Si nous adoptons une vue à court terme pour ne considérer que les profits ou les pertes immédiats, nous serons esclaves des circonstances actuelles. Nous devons plutôt nous tourner vers l'avenir avec foi et détermination.

On pourra juger de l'adhésion des pays à ce projet, en fonction de leur participation aux conférences importantes ainsi que par le rang de leurs représentants. Ont participé aux conférences du Comité inter-gouvernemental sur la création d'une Banque asiatique de réserve, tenues au mois d'août 1972, les quinze pays suivants : Birmanie, Inde, Indonésie, Japon, Cambodge, Corée du Sud, Laos, Malaisie, Népal, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Singapour, Ceylan (Srilanka) et Thaïlande. Etaient également présents lors de la réunion du Comité préparatoire à la création de l'Union asiatique de compensation tenue au mois de mars 1971, les quinze pays suivants : Ceyland (Sri Lanka), Chine (Taiwan), Inde, Indonésie, Iran, Cambodge, Corée du Sud, Laos, Malaisie, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Philippines, Viet-Nam du Sud et Thaïlande. Bien qu'absent, l'Afghanistan a adressé aux participants un télégramme pour faire part de son plein soutien. A noter en fait, que certains représentants de ces pays n'assistaient à ces deux conférences qu'en qualité "d'observateurs".

Il importe, pour la réussite de ce projet, que tous les participants fassent preuve d'une grande volonté politique de coopérer. Les projets de coopération monétaire quelle que soit la valeur de leurs principes économiques ne peuvent être mis en oeuvre sans le concours de la volonté politique d'aboutir et sans le désir de régionalisation des promoteurs. A notre époque, le monde est divisé en grands blocs économiques : les pays de la CEE, les Etats-Unis, l'Union Soviétique, le Japon et la Chine. Il sera très difficile aux petits pays en voie de développement de survivre dans un marché mondial où ils se trouveront confrontés à des géants. Il est grand temps que les petits pays pensent à la coopération économique régionale afin de mettre en commun leurs ressources et leur puissance pour survivre.

Peut-être que l'expérience de l'Asie aura une certaine incidence sur les pays africains au niveau de la coopération régionale et que cette expérience les incitera à modifier leurs structures monétaires et financières traditionnelles.

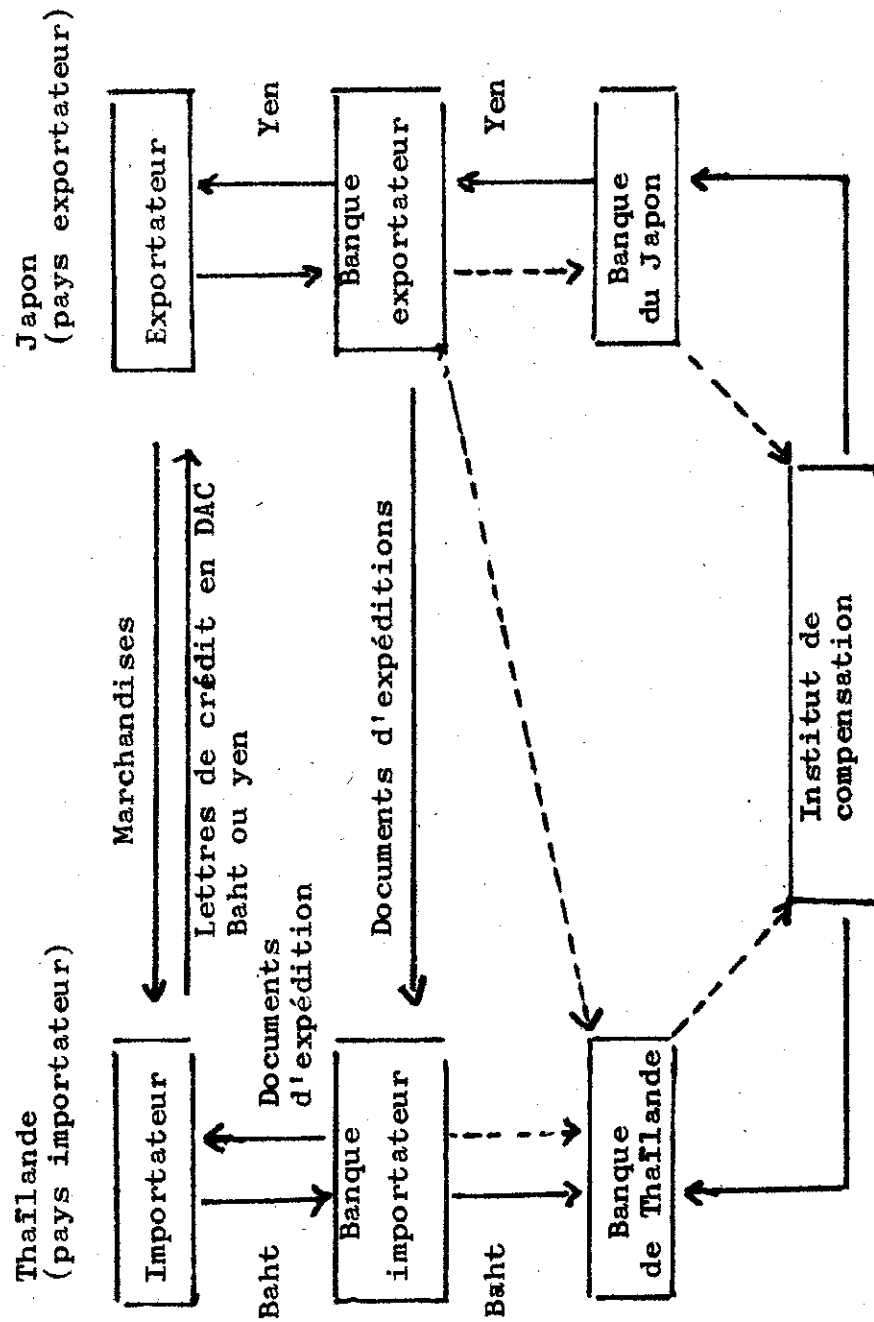
S. Y. Lee

Département de l'Economie
et des Statistiques

Université de Singapour

Février 1973.

ANNEXE I



- Débit facture en DAC

Avis

+ Crédit valeur factures
en DAC

CONCLUSION

Je viens de recevoir des documents de la CEAE0 pour la Conférence des hauts représentants des gouvernements intéressés et des Banques centrales en vue de la création d'une Union asiatique de compensation qui se tiendra du 23 au 28 février 1973. Sauf de très légères modifications, le projet d'accord révisé a été remanié en un simple accord opérationnel s'inspirant de celui qui a été adopté par le Comité préparatoire au mois de mars 1971. Les modifications évoquées comprennent ce qui suit :

- (1) Le mécanisme de compensation n'aura aucune personnalité juridique.
- (2) Les signataires ne seront pas les gouvernements, mais les Banques centrales et les organes monétaires.
- (3) L'Union asiatique de compensation s'appellera "Système asiatique de compensation".
- (4) Le "dollar asiatique de compensation" fera place (?) à l'Unité monétaire asiatique".
- (5) Dans l'ancien projet d'accord, sont exclus des exportations et importations visibles uniquement le pétrole et les produits pétroliers. Dans le projet actuel, il est stipulé que : "les règlements pour le pétrole ou les produits pétroliers ne pourront pas se faire par le biais du système de compensation. Le Conseil d'administration pourra disposer que les règlements pour d'autres importations spécifiques ne pourront être effectués par l'intermédiaire du système de compensation ou bien, prendre une décision inverse le cas échéant."

"Tout participant, en signant l'Accord, pourra disposer que les règlements pour certaines transactions non commerciales ne pourront pas s'effectuer par le biais du système de compensation en faveur de résidents sur son territoire. Tout participant éliminera une telle restriction dès que possible et se mettra en rapport avec le Conseil d'administration à cet effet".